



TREATY SERIES 1977 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

ATOMIC ENERGY

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, November 15, 1977

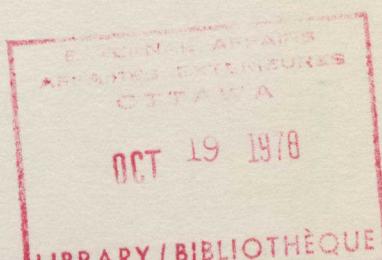
In force November 15, 1977

ÉNERGIE ATOMIQUE

Échange de notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 15 novembre 1977

En vigueur le 15 novembre 1977



43-280-462

43-280-463

(63086793)



CANADA

TREATY SERIES 1977 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

ATOMIC ENERGY

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Ottawa, November 15, 1977

In force November 15, 1977

ÉNERGIE ATOMIQUE

Échange de notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 15 novembre 1977

En vigueur le 15 novembre 1977

TABLE OF CONTENTS

	Page
I U.S. Note No. 297 dated November 15, 1977	2
II Canadian Note No. ECW-817 dated November 15, 1977	8
III U.S. Note No. 59 dated March 18, 1976 referred to in Notes of November 15, 1977	10
IV Canadian Note No. ECT-551 dated March 25, 1976 referred to in Notes of November 15, 1977	14

TABLE DES MATIÈRES

		Page
2	I Note n° 297 des États-Unis datée du 15 novembre 1977	3
8	II Note n° ECW-817 du Canada datée du 15 novembre 1977	9
10	III Note n° 59 des États-Unis datée du 18 mars 1976 mentionnée aux notes du 15 novembre 1977	11
14	IV Note n° ECT-551 du Canada datée du 25 mars 1976 mentionnée aux notes du 15 novembre 1977	15

Ottawa, le 13 novembre 1977

Accord de coopération entre les deux Gouvernements sur les Affaires extérieures à l'Accord de coopération sur l'énergie atomique entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, signé le 15 juin 1955, tel qu'amendé le 25 mars 1976, et la convention de coopération de 1952.

L'Accord de coopération entre les deux Gouvernements sur les Affaires extérieures à l'Accord de coopération sur l'énergie atomique entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, signé le 15 juin 1955, tel qu'amendé le 25 mars 1976, et la convention de coopération de 1952, sont les deux accords fondamentaux qui ont établi la base pour la coopération entre les deux Gouvernements. Ces deux accords sont étroitement liés et leur application conjointe contribue à assurer la sécurité et la stabilité régionales et internationales. Ils sont destinés à servir d'outil pour assurer la paix et la sécurité dans le monde et à favoriser le développement économique et social de l'Amérique du Nord et du Canada. Ils sont également destinés à promouvoir la paix mondiale et à contribuer au développement durable de l'humanité. Les deux accords sont étroitement liés et leur application conjointe contribue à assurer la sécurité et la stabilité régionales et internationales. Ils sont destinés à servir d'outil pour assurer la paix et la sécurité dans le monde et à favoriser le développement économique et social de l'Amérique du Nord et du Canada. Ils sont également destinés à promouvoir la paix mondiale et à contribuer au développement durable de l'humanité.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
RELATING TO THE AGREEMENT FOR CO-OPERATION CONCERN-
ING THE CIVIL USES OF ATOMIC ENERGY SIGNED ON JUNE 15, 1955,
AS AMENDED

I

The Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External Affairs for Canada

Ottawa, November 15, 1977

No. 297

Sir:

I refer the Minister of External Affairs to the Agreement for Cooperation Concerning Civil Uses of Atomic Energy between the Government of the United States of America and the Government of Canada, signed on June 15, 1955, as amended, hereinafter referred to as the 1955 Cooperation Agreement⁽¹⁾.

I wish to acknowledge Canada's leadership role in the field of preventing nuclear proliferation. Both Canada and the United States are parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons. Both countries have committed themselves to ensure that any source materials, special nuclear materials, equipment or heavy water transferred pursuant to the 1955 Cooperation Agreement, including all materials transferred pursuant to the Agreement embodied in the Exchange of Notes which entered into force on March 25, 1976, and including such items subsequently retransferred pursuant to agreements for cooperation between the United States and other nations, and any special nuclear materials produced therefrom, including subsequent generations derived from the above-mentioned special nuclear materials shall not be used for research on or development of any nuclear explosive device or for any other military purpose. They have also committed themselves to ensure that such materials and equipment are subject to the application of IAEA safeguards. While such materials and equipment are within the United States, the United States intends to implement this commitment pursuant to an agreement with the International Atomic Energy Agency for the application of safeguards in the United States. Further, both have committed themselves to ensure that adequate physical protection is applied to all such materials or equipment, taking into account the measures set forth in INFCIRC/225 (Revised). These are enduring commitments.

The United States is prepared to begin renegotiation of the 1955 Cooperation Agreement with Canada immediately, with a view to prompt conclusion of a new

⁽¹⁾ Treaty Series No. 1955/15

**ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIF À
L'ACCORD DE COOPÉRATION CONCERNANT LES EMPLOIS CIVILS
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE SIGNÉ LE 15 JUIN 1955, TEL QU'AMENDÉ**

I

*L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au secrétaire d'État
aux Affaires extérieures du Canada*

(Traduction)

N° 297

Ottawa, le 15 novembre 1977

Je réfère le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Accord de coopération concernant les emplois civils de l'énergie atomique entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, signé le 15 juin 1955, tel qu'amendé, ci-après appelé Accord de coopération de 1955⁽¹⁾.

Je tiens à reconnaître le rôle de chef de file du Canada en matière de prévention de la prolifération nucléaire. Le Canada et les États-Unis sont tous deux parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les deux pays ont pris l'engagement de veiller à ce que les matières brutes, les produits fissiles spéciaux, le matériel ou l'eau lourde transférés conformément à l'Accord de coopération de 1955, y compris toutes les matières transférées conformément à l'Accord consacré par l'échange de notes entré en vigueur le 25 mars 1976, y compris les articles qui ont fait l'objet d'un retransfert ultérieur conformément aux accords de coopération entre les États-Unis et les autres nations, ainsi que tout autre produit fissile spécial qui en dérive, y compris les générations suivantes tirées des produits fissiles spéciaux précités, ne seront pas utilisés à des fins de recherche ou à la fabrication d'un dispositif explosif nucléaire ou pour toute autre fin militaire. Ils se sont également engagés à veiller à ce que ces matières et ce matériel soient assujettis à l'application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Pendant que ces matières et ce matériel sont aux États-Unis, les États-Unis ont l'intention de mettre en œuvre cet engagement suivant un accord avec l'AIEA concernant l'application des garanties aux États-Unis. De plus, les deux pays se sont engagées à veiller à ce qu'une protection matérielle suffisante soit appliquée à toutes ces matières ou à tout ce matériel, compte tenu des mesures énoncées dans le document INFCIRC/225 (Révisé). Ces engagements ne sont pas limités dans le temps.

Les États-Unis sont disposés à entreprendre immédiatement avec le Canada la renégociation de l'Accord de coopération de 1955 afin d'en arriver à la conclusion rapide d'un nouvel accord. Les États-Unis proposent que l'accord consacré par l'échange de notes entre les États-Unis et le Canada, entré en vigueur le 25 mars 1976, modifié par le présent échange de notes, continue de s'appliquer jusqu'à l'entrée en

⁽¹⁾Recueil des traités n° 1955/15

agreement. The United States proposes that the Agreement embodied in the Exchange of Notes between the United States and Canada, which entered into force on March 25, 1976, as complemented by this Exchange of Notes, remain in force until the renegotiated agreement for cooperation enters into force. During this period, source materials and special nuclear materials transferred pursuant to the 1955 Cooperation Agreement, including all materials transferred pursuant to the Agreement embodied in the Exchange of Notes which entered into force on March 25, 1976, and any special nuclear material produced therefrom, including subsequent generations derived from such special nuclear materials, may be transferred only to fuel fabrication, conversion, reactor and spent fuel storage facilities in the United States, provided that such material shall not be transferred beyond the jurisdiction of the United States nor shall any such materials be reprocessed, unless the parties agree to such retransfer or reprocessing. While such material is held at such facilities, arrangements of a mutually satisfactory nature shall be made between Canada and the United States to ensure compliance with the provisions of these Exchanges of Notes.

Pending the entry into force of a renegotiated agreement for cooperation, the United States proposes the following understandings, in addition to the agreements set forth in the 1955 Cooperation Agreement and that which came into force on March 25, 1976 pursuant to the Exchange of Notes:

- (1) Source materials, special nuclear materials, production facilities, utilization facilities, equipment and devices, and heavy water, hereafter transferred pursuant to the 1955 Cooperation Agreement, and all materials transferred pursuant to the Agreement embodied in the Exchange of Notes which entered into force on March 25, 1976, or as may otherwise be agreed and any special nuclear materials produced therefrom including subsequent generations derived from such special nuclear materials shall not be transferred to unauthorized persons and shall not be transferred beyond the jurisdiction of either party to the Agreement, unless the prior approval of the other party is obtained;
- (2) The United States shall not exercise any rights it has to approve the further retransfer or enrichment of such materials, equipment, and heavy water and shall not exercise any rights it has to approve the further retransfer, reprocessing or other alteration in form or content, of irradiated fuel elements containing special nuclear materials produced through the use of such materials, equipment, and heavy water so transferred beyond its jurisdiction including subsequent generations derived from such special nuclear materials, unless Canadian approval is obtained in advance. This applies only where the country requesting approval has notified the United States that Canada has this right or its equivalent. In the event that the United States is not so notified, the United States shall consult with Canada prior to granting such approval;
- (3) Source materials and special nuclear materials transferred hereafter pursuant to the 1955 Cooperation Agreement, and all materials transferred pursuant to the Agreement embodied in the Exchange of Notes which entered into force on March 25, 1976, or as may otherwise be agreed, and special nuclear

vigueur du nouvel accord de coopération. Pendant cette période, les matières brutes et les produits fissiles spéciaux transférés conformément à l'Accord de coopération de 1955, y compris toutes les matières transférées en vertu de l'Accord consacré par l'échange de notes entré en vigueur le 25 mars 1976, et tout autre produit fissile spécial qui en est tiré, y compris les générations ultérieures qui sont tirées de ces produits fissiles spéciaux, ne peuvent être transférés qu'aux installations chargées de la fabrication, le façonnage et la préparation du combustible, aux réacteurs et aux aires de stockage de combustible irradié aux États-Unis, pourvu que lesdites matières ne soient ni transférées à l'extérieur de la juridiction des États-Unis, ni retraitées, à moins que les parties ne s'entendent sur pareil retransfert ou retraitement. Pendant que ces matières sont consacrées dans lesdites installations, le Canada et les États-Unis prendront des dispositions mutuellement satisfaisantes pour veiller au respect des dispositions de ces échanges de notes.

D'ici à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord de coopération, les États-Unis proposent les ententes suivantes, qui s'ajouteraient aux accords énoncés dans l'Accord de coopération de 1955 et à l'Accord entré en vigueur le 25 mars 1976 conformément à l'échange de notes:

- (1) Sous réserve de l'approbation préalable de l'autre partie, il est interdit de transférer à des personnes non autorisées ou de transférer hors de la juridiction de l'une ou l'autre partie à l'Accord les matières brutes, les produits fissiles spéciaux, les installations de production ou d'utilisation, le matériel, les dispositifs et l'eau lourde transférés conformément à l'Accord de coopération de 1955, et toutes les matières transférées conformément à l'Accord consacré par l'échange de notes entré en vigueur le 25 mars 1976 ou conformément à toute autre entente, et tout produit fissile spécial qui en est tiré, y compris les générations ultérieures tirées de ces produits fissiles spéciaux;
- (2) Sous réserve de l'approbation préalable du Canada, les États-Unis n'exerceront aucun des droits dont ils disposent pour approuver le retransfert ultérieur ou l'enrichissement de ces matières, de ce matériel et de cette eau lourde et n'exerceront aucun des droits dont ils disposent pour approuver le retransfert ultérieur, le retraitement ou toute modification de la teneur ou de la forme des éléments combustibles irradiés renfermant des produits fissiles spéciaux issus de l'utilisation de ces matières, de ce matériel et de cette eau lourde, ainsi transférés hors de leur juridiction, y compris les générations ultérieures tirées de ces produits fissiles spéciaux. Il est nécessaire d'obtenir le consentement préalable du Canada seulement lorsque le pays qui sollicite l'approbation a signifié aux États-Unis que le Canada dispose de ce droit ou de son équivalent. Faute de pareille signification, les États-Unis consulteront le Canada avant d'accorder ladite approbation.
- (3) Dorénavant, les matières brutes et les produits fissiles spéciaux transférés conformément à l'Accord de coopération de 1955, et toutes les matières transférées conformément à l'Accord consacré par l'échange de notes entré en vigueur le 25 mars 1976, ou conformément à toute autre entente, et les produits fissiles spéciaux issus de l'utilisation de ces matières ne seront pas

materials produced through the use of such materials shall not be reprocessed, and irradiated fuel elements containing the foregoing special nuclear materials removed from a reactor shall not be altered in form or in content by either party, unless the prior approval of the other party is obtained for such reprocessing or alteration.

In addition to the foregoing, it is the understanding of the United States that neither party shall enrich materials referred to above after transfer to greater than twenty percent in the uranium isotope 235 or 233 unless prior approval of the other party is obtained.

The United States is aware that, in addition to the sensitive technologies subject to the guidelines of the Nuclear Suppliers Group to which both countries have subscribed, the Canadian Government will not export from Canada nuclear reactor and certain other technologies and certain items of equipment without safeguards and controls and that appropriate provisions dealing with such technology and equipment will accordingly form part of the negotiation of the new Agreement for Cooperation between Canada and the United States.

I have the honor to propose that this Note and your reply confirming the foregoing, which complements the Agreement embodied in the Exchange of Notes which entered into force on March 25, 1976 (copy attached), shall constitute an Agreement between our two Governments and shall enter into force on the date of your reply and shall remain in force thereafter until a new Agreement for Cooperation Concerning Civil Uses of Atomic Energy enters into force.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

THOMAS O. ENDERS

The Honorable Donald C. Jamieson, P.C., M.P.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

retraités, et les éléments combustibles irradiés renfermant les produits fissiles spéciaux précités retirés d'un réacteur, ne subiront aucune modification de la forme ou de la teneur par l'une ou l'autre partie, sous réserve de l'approbation préalable du retraitement ou de la modification par l'autre partie.

En plus des dispositions qui précèdent, les États-Unis croient comprendre que ni l'une ni l'autre partie n'enrichira de plus de vingt pour cent la teneur isotopique en uranium 235 ou 233 des matières précitées, après transfert, sous réserve de l'approbation préalable de l'autre partie.

Les États-Unis tiennent pour acquis que le Gouvernement du Canada n'exportera ni les technologies sensibles déjà assujetties aux directives du Groupe des fournisseurs nucléaires auxquelles les deux pays ont souscrit, ni les réacteurs nucléaires, ni certaines autres technologies, ni certaines pièces de matériel sans garanties et contrôles, et que les dispositions appropriées touchant lesdites technologies et ledit matériel feront en conséquence partie de la négociation du nouvel Accord de coopération entre le Canada et les États-Unis.

J'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse confirmant les modalités susmentionnées, les deux documents venant s'ajouter à l'Accord consacré par l'échange de notes entré en vigueur le 25 mars 1976 (copie ci-jointe), constituent un accord entre nos deux Gouvernements qui entre en vigueur le jour de votre réponse et le demeurera jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel Accord de coopération concernant les utilisations civiles de l'énergie nucléaire.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma plus haute considération.

THOMAS O. ENDERS

L'honorable Donald C. Jamieson, C.P., M.P.,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
Ottawa.

II

*The Secretary of State for External Affairs for Canada to the Ambassador
of the United States of America*

Ottawa, November 15, 1977

No. ECW-817

Excellency,

I have the honour to refer to Your Excellency's Note No. 297 of November 15, 1977, which states:

(See Note No. 297 from the United States Embassy dated 15 November 1977)

The Canadian Government confirms the understandings set out in Your Excellency's Note, in addition to the agreements set forth in the 1955 Cooperation Agreement and that in the Exchange of Notes of March 18 and 25, 1976. (A copy of the Exchange of Notes is attached.)

The Canadian Government accepts your proposal that Your Excellency's Note, which is authentic in English, and this reply, which is authentic in English and French, shall constitute an agreement between our two Governments and shall enter into force on the date of this reply and shall remain in force thereafter until a new Agreement for Cooperation Concerning Civil Uses for Atomic Energy enters into force.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

DONALD C. JAMIESON
Secretary of State for
External Affairs

His Excellency Thomas O. Enders,
Ambassador of the United States of America,
Ottawa.

II

*Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada
à l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique*

Ottawa, le 15 novembre 1977

n° ECW-817

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à votre note n° 297 du 15 novembre 1977, qui se lit comme suit:

*(Voir la note de l'ambassade des États-Unis d'Amérique n° 297
en date du 15 novembre 1977)*

Le Gouvernement du Canada confirme les ententes définies dans votre note ainsi que les accords énoncés dans l'Accord de coopération de 1955 et dans l'échange de notes des 18 et 25 mars 1976. (Une copie de l'échange de notes se trouve ci-joint.)

Le Gouvernement du Canada accepte votre proposition selon laquelle votre note, qui fait foi en anglais, et la présente réponse, qui fait foi en français et en anglais, constituent un accord entre nos deux Gouvernements qui entre en vigueur à la date de la présente réponse et continue de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel Accord de coopération concernant les utilisations civiles de l'énergie nucléaire.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

DONALD C. JAMIESON
Secrétaire d'État
aux Affaires extérieures

S.E. Thomas O. Enders,
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique,
Ottawa.

III

The Embassy of the United States of America to the Department of External Affairs

No. 59

The Embassy of the United States presents its compliments to the Department of External Affairs and has the honor to refer to discussions which have taken place over the past several months concerning arrangements under which Canadian origin natural uranium imported into the United States for enrichment and subsequent use by our utilities in the nuclear fuel cycle could be brought under mutually acceptable peaceful use guarantees.

The Embassy has the honor to propose that the following interim procedure be applied to such Canadian origin natural uranium as the Government of Canada has notified the Government of the United States in writing and which the Government of the United States has accepted in writing prior to the proposed shipment shall be subject to the terms of this procedure.

It is proposed further that this interim procedure shall remain in effect until such time as the Governments of the United States and Canada have established a mutually acceptable procedure by an agreement which shall take into account the safeguards regime to be established pursuant to an agreement between the Government of the United States and the International Atomic Energy Agency for the application of safeguards in the United States. The Government of Canada and the Government of the United States shall make their best efforts to establish such a procedure within six months of the entry into force of that safeguards regime.

The United States Government guarantees that such uranium and subsequent generations of fissile material derived therefrom shall not be used for the development, manufacture or detonation of any nuclear weapon or other nuclear explosive device.

Prior to entry into force of the aforementioned safeguards regime between the Government of the United States and the International Atomic Energy Agency, the Energy Research and Development Administration will be prepared to hold at its facilities material subject to this interim procedure for use in the fuel cycle of domestic power reactors, and will inform the Atomic Energy Control Board when appropriate arrangements have been made with the affected United States utilities to permit it to implement this understanding. While such material is held at facilities of the Energy Research and Development Administration, arrangements of a mutually satisfactory nature will be made between the Atomic Energy Control Board of Canada and the Energy Research and Development Administration to assure compliance with the foregoing guarantee. During such period, the Energy Research and Development Administration will not transfer such material from its facilities without the prior written consent of the Atomic Energy Control Board of Canada.

III

*L'ambassade des États-Unis d'Amérique au ministère des Affaires extérieures
(Traduction)*

N° 59

L'ambassade des États-Unis présente ses compliments au ministère des Affaires extérieures et a l'honneur de se référer aux discussions qui ont eu lieu ces derniers mois touchant des arrangements en vertu desquels il serait possible d'assujettir à des garanties d'utilisation pacifique mutuellement acceptables l'uranium naturel d'origine canadienne importé aux États-Unis aux fins d'enrichissement et d'utilisation ultérieure dans nos installations à l'intérieur du cycle du combustible nucléaire.

L'ambassade a l'honneur de proposer que les modalités intérimaires suivantes s'appliquent aux expéditions d'uranium naturel d'origine canadienne, sous réserve que le Gouvernement du Canada avise par écrit le Gouvernement des États-Unis de l'application desdites modalités et que le Gouvernement des États-Unis signifie son acceptation préalable.

Il est proposé en outre que lesdites modalités intérimaires demeurent en vigueur jusqu'à ce que les Gouvernements des États-Unis et du Canada aient arrêté des modalités mutuellement acceptables au moyen d'un accord qui tiendra compte du régime de garanties qui devra être établi conformément à un accord entre le Gouvernement des États-Unis et l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant l'application des garanties aux États-Unis. Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis feront tous les efforts possibles pour mettre au point lesdites modalités dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du régime des garanties.

Le Gouvernement des États-Unis garantit que l'uranium et les générations futures de matières fissiles qui en seront tirées ne serviront pas au développement, à la fabrication ou à la mise à feu d'une arme nucléaire ou de tout autre dispositif explosif nucléaire.

Avant l'entrée en vigueur du régime de garanties entre le Gouvernement des États-Unis et l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont il a déjà été fait mention, l'*Energy Research and Development Administration* sera prête à accueillir dans ses installations les matières assujetties aux modalités intérimaires régissant leur utilisation dans le cycle du combustible des réacteurs nucléaires américains et informera la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada lorsque les dispositions de mise en oeuvre de cette entente auront été prises avec les installations américaines visées. Pendant que ces matières seront conservées dans les installations de l'*Energy Research and Development Administration*, la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada et l'*Energy Research and Development Administration* prendront les dispositions mutuellement satisfaisantes pour assurer le respect de la

Upon the entry into force of the aforementioned safeguards regime between the Government of the United States and the International Atomic Energy Agency, the Energy Research and Development Administration may permit material subject to this interim procedure to be held and used in facilities in the United States which are subject to the provisions of the agreement between the Government of the United States and the International Atomic Energy Agency for the application of safeguards in the United States, or in such other facilities as may be mutually agreed.

To facilitate implementation of this procedure, the Atomic Energy Control Board will advise the Energy Research Development Administration prior to the import into the United States of natural uranium subject to this interim procedure.

If the above proposal is agreeable to your government, this interim understanding shall enter into force upon receipt by the Embassy of written notification to that effect. The understanding shall remain in effect until (I) the Government of the United States and Canada have established the mutually acceptable procedure referred to in the third paragraph of this note or (II) for a period of two years, whichever occurs earlier, provided, however, that with respect to any natural uranium in the United States which has been delivered pursuant to this interim procedure, the understanding shall remain in effect until the mutually acceptable procedure is established.

The Embassy of the United States of America avails itself of this opportunity to renew to the Department of External Affairs the assurances of its highest consideration.

Embassy of the United States of America

Ottawa, March 18, 1976

garantie précitée. Pendant cette période, l'*Energy Research and Development Administration* ne retirera pas ces matières de ses installations sans la permission écrite préalable de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada.

Au moment de l'entrée en vigueur du régime précité de garanties entre le Gouvernement des États-Unis et l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'*Energy Research and Development Administration* pourra permettre que les matières assujetties aux présentes modalités provisoires soient conservées et utilisées dans les installations américaines visées par les dispositions de l'accord entre le Gouvernement des États-Unis et l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant l'application des garanties aux États-Unis ou dans toute autre installation acceptable aux deux parties.

Afin de faciliter la mise en oeuvre de ces modalités, la Commission de contrôle de l'énergie atomique informera l'*Energy Research and Development Administration* de l'application de ces modalités intérimaires avant l'importation aux États-Unis d'uranium naturel.

Si la proposition précitée agréée à votre Gouvernement, la présente entente intérimaire entrera en vigueur sur réception par l'ambassade d'une notification écrite à cet effet. Cette entente restera en vigueur (I) jusqu'à ce que le Gouvernement des États-Unis et celui du Canada aient arrêté les modalités mutuellement acceptables dont il a été fait mention au troisième paragraphe de la présente note ou, (II) pendant une période de deux ans, au premier de ces termes qui sera échu, pourvu, cependant, que l'entente relative à l'uranium naturel livré aux États-Unis en vertu des présentes modalités demeure en vigueur jusqu'à ce que soient arrêtées des modalités mutuellement acceptables.

L'ambassade des États-Unis d'Amérique saisit cette occasion pour renouveler au ministère des Affaires extérieures l'assurance de sa très haute considération.

l'ambassade des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 18 mars 1976

IV

The Department of External Affairs to the Embassy of the United States of America

No. ECT-551

The Department of External Affairs presents its compliments to the Embassy of the United States and has the honour to refer to the Embassy's Note No. 59 of March 18, 1976, concerning arrangements under which Canadian origin natural uranium imported into the United States for enrichment and subsequent use by the United States' utilities in the nuclear fuel cycle is to be brought under mutually acceptable peaceful use guarantees.

The Department confirms that the proposal contained in the Embassy's Note is acceptable to the Government of Canada as an interim understanding which shall enter into force upon receipt by the Embassy of this reply.

The Department of External Affairs avails itself of this opportunity to renew to the Embassy of the United States of America the assurances of its highest consideration.

Ottawa, March 25, 1976

IV

*Le ministère des Affaires extérieures à l'ambassade des États-Unis d'Amérique
(Traduction)*

ECT N° 551

Le ministère des Affaires extérieures présente ses compliments à l'ambassade des États-Unis et a l'honneur de se référer à sa note n° 59 du 18 mars 1976 touchant les dispositions en vertu desquelles l'uranium naturel d'origine canadienne importé aux États-Unis dans le cycle du combustible nucléaire doit être assujetti à des garanties d'utilisation pacifique mutuellement acceptables.

Le ministère confirme que la proposition qui figure dans la note de l'ambassade est acceptable au Gouvernement du Canada à titre d'entente intérimaire qui entrera en vigueur sur réception de la présente note par l'ambassade.

Le ministère des Affaires extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'ambassade des États-Unis d'Amérique l'assurance de sa très haute considération.

Ottawa, le 25 mars 1976

TWI

The Department of External Affairs presents its compliments to the Embassy
of the United States of America and the Embassy of the United States of America
(Washington)

DRAFT NO. 281

The Department of External Affairs presents its compliments to the Embassy
of the United States of America and the Embassy of the United States of America
(Washington) -
The undersigned is pleased to note that the United Nations has adopted a six
point resolution no. A/RES/2040 of 1964 which affirms that
the U.N. General Assembly should do everything in its power to
ensure that all states shall have the same right to determine their
own political status without external interference.

The ministerial conference of the Non-Aligned Movement
decided to issue a declaration on the principles of non-interference
in internal affairs in Geneva on 25 March 1961.
Article 1 of the declaration states:

"The member states of the Non-Aligned Movement
decide to issue a declaration on the principles of non-interference
in internal affairs in Geneva on 25 March 1961.
Article 1 of the declaration states:

Ottawa, March 25, 1975

DRAFT NO. 281

© Minister of Supply and Services Canada 1978

Available by mail from

Printing and Publishing
Supply and Services Canada
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

or through your bookseller.

Catalogue No. E3-1977/35
ISBN 0-660-50061-2

Canada: \$0.50
Other countries: \$0.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

En vente par la poste:

Imprimerie et Édition
Approvisionnements et Services Canada
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

ou chez votre libraire.

Nº de catalogue E3-1977/35
ISBN 0-660-50061-2

Canada: \$0.50
Autres pays: \$0.60

Prix sujet à changement sans avis préalable.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01075916 8

